

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Uribe-met-brutalement-fin-a-la-mediation-de-Chavez-Consternation-des-proches-d-Ingrid-Betancourt-Sarkozy-intervient>

Uribe met brutalement fin à la médiation de Chavez. Consternation des proches d'Ingrid Betancourt, Sarkozy intervient.

Date de mise en ligne : jeudi 22 novembre 2007

- Les Cousins - Colombie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La décision de Bogota d'arrêter la médiation du président vénézuélien Hugo Chavez dans le dossier des otages a suscité jeudi la consternation de la famille et des soutiens à Paris d'Ingrid Betancourt, le président Nicolas Sarkozy appelant immédiatement à « maintenir le dialogue ».

[La Presse](#). canaada. Le jeudi 22 novembre 2007.

M. Sarkozy, qui s'est beaucoup investi dans ce dossier, a fait aussitôt savoir qu'il avait envoyé un message à son homologue colombien Alvaro Uribe pour lui demander « maintenir le dialogue » avec Hugo Chavez qu'il vient de recevoir à Paris.

Selon la présidence française, il va « attendre que la température redescende un peu » pour appeler le chef d'État colombien.

« Nous continuons de penser qu'Hugo Chavez est la meilleure chance de libérer Ingrid Betancourt et tous les otages », a déclaré dans la foulée le porte-parole de l'Élysée.

« Nous restons déterminés à rechercher une solution humanitaire mettant fin à la tragédie des otages », a insisté de son côté la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères Pascale Andréani lors d'un point de presse.

La décision de M. Uribe, qui a suspendu la mission de son homologue vénézuélien en l'accusant d'ingérence dans les affaires colombiennes, a été accueillie avec stupeur par les proches de la franco-colombienne Ingrid Betancourt, retenue depuis 2002 par la guérilla marxiste des Farc.

« C'est plus que de la consternation, c'est quelque chose de dramatique », a déclaré Fabrice Delloye, son ex-mari et père de ses deux enfants, Mélanie et Lorenzo.

« Quelle que soit la personnalité » d'Hugo Chavez et de la sénatrice colombienne Piedad Cordoba qui devait l'épauler dans sa mission, ces médiateurs étaient « des personnalités incontournables pour arriver dans les prochains mois à un accord humanitaire » permettant la libération des otages et même « à un accord de paix », a-t-il dit sur la radio France Info.

Selon lui, M. Uribe « montre qu'il ne veut pas trouver une solution pacifique et ne veut pas que nos otages rentrent », affirmant que « d'autres solutions » seraient trouvées. M. Sarkozy « est avec nous quoi qu'il arrive », a-t-il dit.

« M. Uribe est un briseur d'espoirs. Il n'avait pas le droit de pourrir la vie des familles avant Noël », a dénoncé auprès de l'AFP le porte-parole des comités de soutien à Ingrid Betancourt Hervé Marro, ajoutant que les enfants de l'otage étaient « effondrés ».

Il s'est « félicité » de l'initiative de M. Sarkozy et « solennellement » demandé au président colombien de prendre en compte son avis, appelant à un rassemblement de protestation samedi après-midi à Paris devant la résidence de l'ambassadeur colombien.

La Fédération internationale des comités Betancourt a elle aussi souligné qu'il n'y avait « en ce moment aucune alternative acceptable » à la médiation de Chavez.

met brutalement fin à la médiation de Chavez. Consternation des proches d'Ingrid Betancourt, Sarkozy in

M. Chavez avait rencontré mardi Nicolas Sarkozy, lors d'une visite éclair à Paris, mais sans pouvoir apporter de preuves que Mme Betancourt est en vie comme il l'avait promis. Il avait toutefois assuré que les Farc s'étaient engagées à lui fournir d'ici la fin de l'année.

Il avait été mandaté il y a trois mois par la Colombie pour permettre un échange « humanitaire » de 45 otages des Farc, dont Ingrid Betancourt et trois Américains, contre 500 de ses guérilleros emprisonnés.

Pendant la visite de M. Chavez à Paris, Bogota avait fixé une date-butoir à la médiation à fin décembre et posé d'autres conditions.

M. Uribe y a brutalement mis fin jeudi, accusant Hugo Chavez d'avoir directement contacté au téléphone le commandant de l'armée colombienne, le général Mario Montoya, et de l'avoir interrogé sur les otages.